

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 février 2023

PROJET DE LOI

**portant assentiment à l'accord
de coopération du 19 décembre 2022
entre l'État fédéral, la Communauté flamande,
la Région flamande, la Région wallonne,
la Région de Bruxelles-Capitale,
la Communauté française et
la Communauté germanophone
relatif à l'utilisation de la Facilité
pour la Reprise et la Résilience**

Texte adopté

par la commission
de l'Économie,
de la Protection des consommateurs
et de l'Agenda numérique

PROJET DE LOI

**portant assentiment à l'accord
de coopération du 19 décembre 2022
entre l'État fédéral, la Communauté flamande,
la Région flamande, la Région wallonne,
la Région de Bruxelles-Capitale,
la Communauté française et
la Communauté germanophone
relatif à l'utilisation de la facilité
pour la reprise et la résilience**

(nouvel intitulé)

Voir:

Doc 55 **3090/ (2022/2023)**:

001: Projet de loi.

002: Rapport.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 februari 2023

WETSONTWERP

**houdende instemming
met het samenwerkingsakkoord
van 19 december 2022 tussen de Federale
Staat, de Vlaamse Gemeenschap,
het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest,
het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
de Franse Gemeenschap en de Duitstalige
Gemeenschap betreffende het gebruik
van de herstel- en veerkrachtfaciliteit**

Tekst aangenomen

door de commissie
voor Economie,
Consumentenbescherming
en Digitale Agenda

WETSONTWERP

**houdende instemming
met het samenwerkingsakkoord
van 19 december 2022 tussen de Federale
Staat, de Vlaamse Gemeenschap,
het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest,
het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest,
de Franse Gemeenschap en de Duitstalige
Gemeenschap betreffende het gebruik
van de herstel- en veerkrachtfaciliteit**

Zie:

Doc 55 **3090/ (2022/2023)**:

001: Wetsontwerp.

002: Verslag.

08847

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Assentiment est donné à l'accord de coopération du 19 décembre 2022 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience, annexé à la présente loi.

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord van 19 december 2022 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gebruik van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, gevoegd bij deze wet.

Accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Région flamande, la Région wallonne, la Région de Bruxelles-Capitale, la Communauté française et la Communauté germanophone relatif à l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience

Vu le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience;

Vu le chapitre IV de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 92*bis*, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par les lois spéciales du 16 juillet 1993 et du 6 janvier 2014;

Vu la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, modifiée par les lois du 16 juin 1989, 20 mars 2007 et 6 janvier 2014, les articles 31 et 31/1;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 sur les institutions bruxelloises, l'article 42;

Vu la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, modifiée par les lois du 5 mai 1993 et 6 janvier 2014, l'article 55*bis*;

Considérant que sur base de la facilité pour la reprise et la résilience, l'Union européenne peut accorder un soutien financier non remboursable sous forme de contributions financières aux États membres en vue d'atteindre les jalons et les cibles des réformes et des investissements tels qu'ils sont définis dans leurs plans pour la reprise et la résilience;

Considérant que le Plan pour la Reprise et la Résilience de la Belgique contient des projets d'investissement et des réformes qui relèvent de la compétence de l'État fédéral, de la Communauté flamande, de la Région flamande, de la Région wallonne, de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Communauté française et de la Communauté germanophone;

Considérant que la Commission européenne versera à la Belgique une contribution financière sur base de la réalisation satisfaisante des jalons et des cibles fixés dans le Plan;

Considérant que la non-atteinte d'un jalon ou d'une cible peut entraîner la suspension d'une partie d'une tranche de paiement, et/ou la réduction de la contribution financière fixée dans l'accord de financement dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience entre la Commission européenne et la Belgique;

Considérant que la contribution financière maximale attribuée à la Belgique est définie par la décision d'exécution du Conseil de l'Union européenne relative à l'approbation de l'évaluation du Plan pour la Reprise et la Résilience pour la Belgique;

Considérant l'accord de financement dans le cadre de la facilité pour la reprise et la résilience entre la Commission européenne et la Belgique, mettant à disposition de la Belgique une contribution financière maximale;

Considérant les arrangements opérationnels entre la Commission européenne et la Belgique, conformément à l'article 20, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/241, et précisant les modalités et le calendrier de suivi et de mise en œuvre et les indicateurs pertinents relatifs à la réalisation des étapes et des objectifs envisagés, modalités d'accès aux données, et le calendrier pour les demandes de paiement;

Considérant la décision du Comité de concertation du 30 avril 2021, approuvant le Plan, et précisant les responsabilités et la méthodologie de suivi du Plan;

Considérant les décisions de la Conférence interministérielle Relance et Investissements stratégiques du 25 juin 2021, approuvant le Règlement d'ordre intérieur de la Conférence interministérielle Relance et Investissements Stratégiques, le Plan mis à jour, le projet de plan de paiement des contributions financières non remboursables de l'Union européenne à la Belgique, la répartition du préfinancement de 13% entre les différentes entités de la Belgique, et chargeant un groupe de travail de rédiger un accord de coopération entre l'État fédéral, les Communautés et les Régions concernant l'utilisation de la facilité pour la reprise et la résilience;

Considérant que le gouvernement fédéral, représenté par le Secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements Stratégiques, chargé de la Politique scientifique, et adjoint au Ministre de l'Économie et du Travail, assume la responsabilité de la coordination et du suivi de la mise en œuvre du Plan;

Considérant qu'un comité d'accompagnement politique du Plan, a été mis place conformément à la décision du Comité de concertation du 23 novembre 2020;

Considérant qu'un comité interfédéral de suivi du Plan, dont le secrétariat est basé au Service Public Fédéral Stratégie et Appui - BOSA, a été mis en place, conformément à la décision du Comité de

concertation du 30 avril 2021, pour assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan au niveau global, y compris la réalisation des jalons et cibles qui y sont associés;

Considérant que l'objet de cet accord de coopération est de régler les relations entre les parties et de définir leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation par les parties du soutien financier accordé au Royaume de Belgique, au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, et de décrire les procédures qui y sont liées;

Les Parties,

L'État fédéral, représenté par Gouvernement fédéral, en la personne du Premier ministre, Monsieur Alexander De Croo, le Vice-premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail, Monsieur Pierre-Yves Dermagne, le Vice-premier Ministre et Ministre des Finances, M. Vincent Van Peteghem, le Secrétaire d'État pour la Relance et les Investissements stratégiques, chargé de la Politique scientifique, adjoint au ministre de l'Économie et du Travail, Monsieur Thomas Dermine, le Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Monsieur Vincent Van Quickenborne, et la Secrétaire d'État au Budget, adjointe au Ministre de la Justice et de la Mer du Nord, Madame Alexia Bertrand,

La Communauté flamande et la Région flamande, représentées par le gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement flamand, Monsieur Jan Jambon, et du Ministre des Finances et du Budget, du Logement et du Patrimoine immobilier, Monsieur Matthias Diependaele,

La Communauté française, représentée par le Gouvernement de la Communauté française, en la personne du Ministre-Président de la Communauté française, Monsieur Pierre-Yves Jeholet et du Ministre du Budget, de la Fonction publique et de l'Égalité des chances, Monsieur Frédéric Daerden,

La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et Ministres des Pouvoirs locaux et des Finances, Monsieur Oliver Paasch,

La Région Wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement wallon, Monsieur Elio Di Rupo, et du Ministre des Finances et du Budget, Monsieur Adrien Dolimont,

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement bruxellois, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, Monsieur Rudi Vervoort, et du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du multilinguisme et de l'Image de Bruxelles, Monsieur Sven Gatz,

ont convenu ce qui suit:

Titre 1. Objet

Article 1^{er}.

Le présent accord règle les relations entre les parties et définit leurs responsabilités dans le cadre de l'utilisation du soutien financier accordé au Royaume de Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience, et décrit les procédures qui y sont liées.

Titre 2. Mise en œuvre du Plan

Article 2.

Les parties sont responsables de la mise en œuvre des mesures et sous-mesures du Plan pour la Reprise et la Résilience, ci-après désigné "le Plan", sous leur compétence, y compris de l'atteinte dans les délais impartis des jalons et cibles, tels que définis dans le Plan et la décision d'exécution du Conseil et précisés le cas échéant dans les arrangements opérationnels entre la Commission européenne et la Belgique, conformément à l'article 20, paragraphe 6, du règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du

Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, dénommés ci-après “arrangements opérationnels”.

Article 3.

Lorsqu’elles mettent en œuvre les mesures ou sous-mesures du Plan sous leur compétence, les parties prennent toutes les mesures appropriées visées à l’article 22, paragraphe 2, du règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience, ci-après dénommé “règlement RRF”, afin de protéger les intérêts financiers de l’Union européenne et de veiller à ce que l’utilisation des fonds de la facilité pour la reprise et la résilience respecte le droit de l’Union européenne et le droit national applicables, en particulier en ce qui concerne la prévention, la détection et la correction de la fraude, de la corruption, des conflits d’intérêt, et du double financement.

Article 4.

Les parties font effectuer des audits adéquats et indépendants des systèmes et des opérations pour fournir les informations nécessaires au résumé des audits. À cette fin:

1. les parties désignent une autorité d’audit dont l’indépendance fonctionnelle est garantie et à laquelle suffisamment de ressources sont allouées pour réaliser ses tâches.
2. les parties maintiennent un système efficace pour garantir que toutes les informations et tous les documents nécessaires aux fins de la piste d’audit soient détenus. Ceci implique de prévoir une collecte et un stockage efficaces des données sur les bénéficiaires finaux des fonds, et de donner accès à la Commission européenne, à l’Office européen de lutte antifraude, à la Cour des Comptes européenne et au Parquet européen (le cas échéant) aux données sur les destinataires finaux, les contractants, les sous-traitants et les bénéficiaires effectifs à des fins d’audit et de contrôle.

Titre 3. Paiements

Article 5.

Les demandes de paiement sont préparées par le comité interfédéral de suivi du Plan et sont approuvées par la Conférence interministérielle Relance et Investissements stratégiques, dénommée ci-après “Conférence interministérielle”, avant envoi à la Commission européenne. Les parties s’efforcent de respecter le calendrier des demandes de paiement défini dans les arrangements opérationnels.

Article 6.

En vue de préparer les demandes de paiement, les parties transmettent au secrétariat du comité interfédéral de suivi du Plan, pour les mesures et sous-mesures du Plan sous leur compétence, et conformément au calendrier général des procédures défini par le comité interfédéral de suivi du Plan:

1. les données relatives à la mise en œuvre des jalons et cibles tels que définis dans le Plan et la décision d’exécution du Conseil et précisés le cas échéant dans les arrangements opérationnels, y compris les pièces justificatives nécessaires, à savoir une note de couverture pour chaque jalon ou cible, ainsi que les preuves matérielles requises précisées dans les arrangements opérationnels;
2. le total des dépenses cumulées liquidées jusqu’à ce moment pour la mise en œuvre de chaque réforme et investissement du plan auquel a été attribué un marqueur climatique positif selon la méthodologie du règlement RRF, comme contribuant aux objectifs en matière de changement climatique;
3. une déclaration de gestion dûment signée par l’autorité compétente;
4. le résumé des audits réalisés par l’autorité d’audit conformément à l’article 4.

Article 7.

La contribution financière européenne totale allouée à la Belgique au titre de la facilité pour la reprise et la résilience est répartie entre les parties sur la base d'une décision du Comité de concertation.

Article 8.

La Conférence interministérielle se réunit après chaque évaluation par la Commission européenne de la demande de paiement de la Belgique pour délibérer sur la répartition des moyens européens entre les parties.

Article 9.

Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les jalons et cibles fixés dans la décision d'exécution du Conseil ont été atteints de manière satisfaisante, la tranche de paiement correspondante est versée par la Commission européenne sur un compte bancaire de l'État fédéral.

L'État fédéral reverse alors les paiements aux autres parties, suivant leur part respective dans la contribution financière totale allouée à la Belgique, visée à l'article 7.

Article 10.

Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que seul un sous-ensemble de jalons et cibles a été atteint de manière satisfaisante, et qu'elle suspend une part de la tranche de paiement, le montant suspendu par la Commission est déduit de la part du paiement devant être reversée par l'État fédéral à la partie ou aux parties compétentes pour les jalons et cibles concernés par la suspension.

Lorsque la part de la tranche de paiement suspendue par la Commission européenne excède la part d'une partie compétente pour les jalons et cibles concernés par la suspension, le solde est réparti au prorata de la part des autres entités calculée sur la base de la clé visée à l'article 7.

Article 11.

Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les mesures correctrices nécessaires à une levée de suspension ont été prises, la part de la tranche de paiement préalablement suspendue et versée à l'État fédéral est reversée aux parties dont la part avait été réduite pour apurer le solde.

Lorsque, dans le cas visé à l'article 10, alinéa 2, la part de parties non compétentes pour les jalons et cibles concernés par la suspension a été diminuée pour apurer le solde, l'État fédéral rembourse d'abord celles-ci avant la partie ou les parties compétentes pour ces jalons et cibles.

Article 12.

Lorsque, à la suite de son évaluation, la Commission européenne établit que les mesures correctrices nécessaires à une levée de suspension n'ont pas été prises, et qu'elle réduit le montant total de la contribution financière de la Belgique, le montant réduit par la Commission est déduit de la part restante dans la contribution financière maximale allouée à la Belgique de la partie ou des parties compétentes pour les jalons et cibles concernés par la réduction.

Lorsque la part de la tranche de paiement réduite par la Commission européenne excède la part restante d'une partie compétente pour les jalons et cibles concernés par la réduction, les modalités d'apurement du solde sont laissées à l'appréciation du Comité de concertation.

Article 13.

Lorsque, en cas de fraude, de corruption, de conflits d'intérêts, de double financement ou de manquement grave à une obligation découlant de l'accord de financement entre la Commission européenne et la Belgique, la Commission européenne décide de réduire proportionnellement le soutien accordé à la

Belgique et de recouvrer tout montant dû au budget de l'Union européenne, la ou les parties responsables prennent les mesures nécessaires pour recouvrer les fonds et transfèrent le montant dû à la Commission européenne.

Titre 4. Dispositions finales

Article 14.

Cet accord est conclu pour la durée d'exécution de la facilité pour la reprise et la résilience.

Article 15.

Le présent accord est régi par le droit belge. Les différends éventuels liés au présent accord seront portés devant le Comité de Concertation prévu par les articles 31 et 31/1 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980.

Article 16.

Le présent accord de coopération entre en vigueur à la date de publication du dernier acte d'assentiment au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, en un exemplaire original, le 19 décembre 2022

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende het gebruik van de herstel- en veerkrachtfaciliteit

Gelet op Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;

Gelet op hoofdstuk IV van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92*bis*, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wetten van 16 juli 1993 en 6 januari 2014;

Gelet op de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 20 maart 2007 en 6 januari 2014, artikelen 31 en 31/1;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, artikel 42;

Gelet op de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap van 31 december 1983, gewijzigd bij de wetten van 5 mei 1993 en 6 januari 2014, artikel 55*bis*;

Overwegende dat de Europese Unie op basis van de herstel- en veerkrachtfaciliteit niet-terugvorderbare financiële steun kan verlenen in de vorm van financiële bijdragen aan de lidstaten voor het bereiken van de in hun plannen voor herstel- en veerkracht vastgestelde mijlpalen en streefdoelen op het gebied van hervormingen en investeringen;

Overwegende dat het Plan voor Herstel- en Veerkracht van België investeringsprojecten en hervormingen bevat die onder de bevoegdheid vallen van de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap;

Overwegende dat de Europese Commissie België een financiële bijdrage zal betalen op basis van de bevredigende verwezenlijking van de in het Plan vastgestelde mijlpalen en streefdoelen;

Overwegende dat het niet halen van een mijlpaal of streefdoel kan leiden tot de opschorting van een deel van een betalingstranche, en/of tot de vermindering van de financiële bijdrage die is vastgesteld in de financieringsovereenkomst in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit tussen de Europese Commissie en België;

Overwegende dat de maximale financiële bijdrage die aan België wordt toegekend, is vastgesteld in het Uitvoeringsbesluit van de Raad van de Europese Unie betreffende de goedkeuring van de beoordeling van het Plan voor Herstel- en Veerkracht voor België;

Overwegende de financieringsovereenkomst in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit tussen de Europese Commissie en België, waarbij aan België een maximale financiële bijdrage ter beschikking wordt gesteld;

Overwegende de operationele regelingen tussen de Europese Commissie en België overeenkomstig artikel 20, lid 6, van Verordening (EU) 2021/241, en met vermelding van de regelingen en het tijdschema voor het toezicht en de uitvoering en de relevante indicatoren in verband met het bereiken van de beoogde mijlpalen en streefdoelen, de nadere regels voor de toegang tot gegevens, en het tijdschema voor de betalingsaanvragen;

Overwegende de beslissing van het Overlegcomité van 30 april 2021 tot goedkeuring van het Plan en tot vaststelling van de verantwoordelijkheden en de methode voor het toezicht op het Plan;

Overwegende de beslissingen van de Interministeriële Conferentie voor Relance en Strategische Investerings van 25 juni 2021, houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Interministeriële Conferentie voor Relance en Strategische Investerings, het geactualiseerde Plan, het ontwerp betalingsplan voor de niet-terugvorderbare financiële bijdragen van de Europese Unie aan België de verdeling van de 13% voorfinanciering over de verschillende entiteiten van België, en het opdragen aan een werkgroep om een samenwerkingsakkoord op te stellen tussen de Federale Staat, de gemeenschappen en de gewesten betreffende het gebruik van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;

Overwegende dat de federale regering, vertegenwoordigd door de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de Minister van Economie en Werk, verantwoordelijk is voor de coördinatie van en het toezicht op de uitvoering van het Plan;

Overwegende dat overeenkomstig de beslissing van het Overlegcomité van 23 november 2020 een Politiek begeleidingscomité van het Plan is opgericht;

Overwegende dat overeenkomstig de beslissing van het Overlegcomité van 30 april 2021 een Interfederaal toezichtscomité van het Plan is opgericht, waarvan het secretariaat is gevestigd bij de FOD BOSA (Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning), om toe te zien op de uitvoering van de maatregelen van het Plan op globaal niveau, met inbegrip van het bereiken van de bijbehorende mijlpalen en streefdoelen;

Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord ten doel heeft de betrekkingen tussen de partijen te regelen en hun verantwoordelijkheden vast te stellen in de context van het gebruik door de partijen van de financiële steun

die in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit aan het Koninkrijk België wordt verleend, alsmede de daarmee verband houdende procedures te beschrijven;

De partijen,

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de heer Alexander De Croo, de Vice-eerste minister en Minister van Economie en Werk, de heer Pierre-Yves Dermagne, de Vice-eerste minister en Minister van Financiën, de heer Vincent Van Peteghem, de Staatssecretaris voor Relance en Strategische Investerings, belast met Wetenschapsbeleid, de heer Thomas Dermine, de Vice-eersteminister en Minister van Justitie en Noordzee, de heer Vincent Van Quickenborne en de Staatssecretaris voor Begroting, toegevoegd aan de Minister van Justitie en Noordzee, mevrouw Alexia Bertrand,

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-president van de Vlaamse Regering, de heer Jan Jambon, en de Minister van Financiën en Begroting, Wonen en Onroerend Erfgoed, de heer Matthias Diependaele,

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Franse Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Franse Gemeenschap, de heer Pierre-Yves Jeholet, en de Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Gelijke Kansen, de heer Frédéric Daerden,

De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap en Minister van Plaatselijk Bestuur en Financiën, de heer Oliver Paasch,

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Waalse Regering, de heer Elio Di Rupo, en de Minister van Financiën en Begroting, de heer Adrien Dolimont,

Het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, in de persoon van de Minister-President van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, de heer Rudi Vervoort, en de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel, de heer Sven Gatz,

zijn als volgt overeengekomen:

Titel 1. Voorwerp

Artikel 1.

Dit akkoord regelt de betrekkingen tussen de partijen en omschrijft hun verantwoordelijkheden bij het gebruik van de financiële steun die in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit aan het Koninkrijk België is toegekend, en beschrijft de procedures die daarmee verband houden.

Titel 2. Uitvoering van het Plan

Artikel 2.

De partijen zijn verantwoordelijk voor de uitvoering van de onder hun bevoegdheid vallende maatregelen en submaatregelen van het Plan voor Herstel- en Veerkracht, hierna “het Plan” genoemd, met inbegrip van het tijdig bereiken van de mijlpalen en streefdoelen die in het Plan en het uitvoeringsbesluit van de Raad zijn vastgesteld en in voorkomend geval in de operationele regelingen tussen de Europese Commissie en België overeenkomstig artikel 20, lid 6, van Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, zijn gespecificeerd, hierna “de operationele regelingen” genoemd.

Artikel 3.

Bij de uitvoering van de onder hun bevoegdheid vallende maatregelen of submaatregelen van het Plan, nemen de partijen alle passende maatregelen, als bedoeld in artikel 22, lid 2, van de Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit, hierna de “RRF-verordening” genoemd, om de financiële belangen van de Europese Unie te beschermen en ervoor te zorgen dat het gebruik van middelen van de herstel- en veerkrachtfaciliteit voldoet aan de toepasselijke Europese en nationale wetgeving, met name wat betreft de preventie, de opsporing en de correctie van fraude, corruptie, belangenconflicten en dubbele financiering.

Artikel 4.

De partijen zorgen voor adequate en onafhankelijke audits van systemen en activiteiten teneinde de nodige informatie te verstrekken voor de samenvatting van de audits. Daartoe:

1. wijzen de partijen een auditinstantie aan die functioneel onafhankelijk is en over voldoende middelen beschikt om haar taken uit te voeren.
2. handhaven de partijen een doeltreffend systeem om ervoor te zorgen dat alle voor het controletraject benodigde informatie en documenten worden bewaard. Dit houdt onder meer in dat gegevens over eindbegunstigden van middelen effectief worden verzameld en opgeslagen, en dat de Europese Commissie, het Europees bureau voor fraudebestrijding, de Europese Rekenkamer en het Europees openbaar ministerie (in voorkomend geval) toegang krijgen tot gegevens over eindontvangers, contractanten, subcontractanten en eindbegunstigden voor audit- en controledoeleinden.

Titel 3. Betalingen

Artikel 5.

De betalingsaanvragen worden voorbereid door het interfederaal toezichtscomité van het Plan en goedgekeurd door de Interministeriële Conferentie Relance en Strategische Investerings, hierna “Interministeriële Conferentie” genoemd, voordat zij aan de Europese Commissie worden toegezonden. De partijen trachten zich te houden aan het in de operationele regelingen vastgestelde tijdschema voor betalingsaanvragen.

Artikel 6.

Met het oog op de voorbereiding van de betalingsaanvraag stellen de partijen het secretariaat van het interfederaal toezichtscomité van het Plan voor de maatregelen en submaatregelen van het plan die onder hun bevoegdheid vallen en overeenkomstig het door het interfederaal toezichtscomité van het Plan vastgestelde algemene tijdschema in kennis van:

1. de gegevens betreffende de uitvoering van de mijlpalen en streefdoelen die in het Plan en het Uitvoeringsbesluit van de Raad zijn vastgesteld en in voorkomend geval in de operationele regelingen zijn gespecificeerd, met inbegrip van de nodige ondersteunende documenten, dat wil zeggen een begeleidende nota voor elke mijlpaal of streefdoel, en de in de operationele regelingen gespecificeerde vereiste materiële bewijsstukken;
2. de totale cumulatieve uitgaven die tot dusver werden vereffend voor de uitvoering van elke hervorming en investering van het plan waaraan overeenkomstig de methodiek van de RRF-verordening een positieve klimaattag is toegekend, als bijdrage tot de klimaatveranderingsdoelstellingen;
3. een door de bevoegde autoriteit naar behoren ondertekende beheersverklaring;
4. een samenvatting van de uitgevoerde audits door de auditautoriteit overeenkomstig artikel 4.

Artikel 7.

De aan België totale toegekende Europese financiële bijdrage in het kader van de herstel- en veerkrachtfaciliteit wordt tussen de partijen verdeeld op basis van een beslissing van het Overlegcomité.

Artikel 8.

De Interministeriële Conferentie komt bijeen na iedere beoordeling door de Europese Commissie van het verzoek om betaling van België, om te beraadslagen over de verdeling van de Europese middelen aan de partijen.

Artikel 9.

Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de in het uitvoeringsbesluit van de Raad vastgestelde mijlpalen en streefdoelen op bevredigende wijze zijn bereikt, wordt de desbetreffende betalingstranche door de Europese Commissie op een bankrekening van de Federale Staat gestort. De Federale Staat zal vervolgens de betalingen aan de andere partijen doorstorten, overeenkomstig hun respectieve aandelen in de totale financiële bijdrage die aan België is toegekend, zoals bedoeld in artikel 7.

Artikel 10.

Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat slechts een deel van de mijlpalen en streefdoelen op bevredigende wijze is gerealiseerd, en een deel van de betalingstranche opschort, wordt het door de Commissie opgeschorte bedrag in mindering gebracht op het deel van de betaling dat de Federale Staat moet verrichten aan de partij of partijen die bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de opschorting betrekking heeft.

Wanneer het aandeel van de door de Europese Commissie opgeschorte tranche groter is dan het aandeel van een partij die bevoegd is voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de opschorting betrekking heeft, wordt het saldo verdeeld in verhouding tot het aandeel van de andere entiteiten, berekend aan de hand van de in artikel 7 bedoelde verdeelsleutel.

Artikel 11.

Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de voor opheffing van de schorsing noodzakelijke corrigerende maatregelen zijn genomen, wordt het aan de Federale Staat betaalde en eerder geschorste deel van de betalingstranche door de Federale Staat betaald aan de partijen wier aandeel was verminderd om het saldo aan te zuiveren.

Indien in het in artikel 10, tweede lid, bedoelde geval het aandeel van de partijen die niet bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de schorsing betrekking heeft, is verminderd om het saldo aan te zuiveren, betaalt de Federale Staat eerst deze laatste terug vóór de partij of partijen die verantwoordelijk zijn voor deze mijlpalen en streefdoelen.

Artikel 12.

Indien de Europese Commissie naar aanleiding van haar beoordeling vaststelt dat de voor opheffing van de schorsing vereiste corrigerende maatregelen niet zijn genomen, en zij het totaalbedrag van de financiële bijdrage van België vermindert, wordt het door de Commissie verlaagde bedrag in mindering gebracht op het resterende deel van de maximale financiële bijdrage die aan België wordt toegekend van de bevoegde partij of partijen voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de verlaging betrekking heeft.

Indien het door de Europese Commissie verminderde aandeel van de betalingstranche groter is dan het resterende aandeel van de partijen die bevoegd zijn voor de mijlpalen en streefdoelen waarop de vermindering betrekking heeft, wordt de modaliteiten voor de aanzuivering van het saldo aan het oordeel van het Overlegcomité overgelaten.

Artikel 13.

Indien de Europese Commissie in geval van fraude, corruptie, belangenconflicten, dubbele financiering of ernstige schending van een verplichting die voortvloeit uit de financieringsovereenkomst tussen de Europese Commissie en België, besluit de aan België toegekende steun proportioneel te verminderen en het aan de begroting van de Europese Unie verschuldigde bedrag terug te vorderen, neemt/nemen de verantwoordelijke partij(en) de nodige maatregelen om de middelen terug te vorderen en het verschuldigde bedrag aan de Europese Commissie over te maken.

Titel 4. Slotbepalingen**Artikel 14.**

Dit akkoord wordt gesloten voor de duur van de uitvoering van het herstel- en veerkrachtfaciliteit.

Artikel 15.

Het Belgisch recht is van toepassing op dit akkoord. Eventuele geschillen met betrekking tot dit akkoord zullen voorgelegd worden aan het Overlegcomité voorzien bij de artikelen 31 et 31/1 van de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980.

Artikel 16.

Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking op de datum van de bekendmaking van de laatste instemmingsakte in het *Belgisch Staatsblad*.

Gedaan te Brussel, in één origineel exemplaar, 19 december 2022

Kooperationsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft über die Nutzung der Aufbau- und Resilienzfazilität

Unter Berücksichtigung der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität;

Unter Berücksichtigung von Kapitel IV der Verfassung;

Unter Berücksichtigung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, Artikels 92bis, § 1, eingefügt durch die Sondergesetz vom 8. August 1988, und geändert durch des Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Unter Berücksichtigung des einfachen Gesetzes zur institutionellen Reform vom 9. August 1980, geändert durch die Gesetze vom 16. Juni 1989, 20. März 2007 und 6. Januar 2014, Artikel 31 und 31/1;

Unter Berücksichtigung des Sondergesetzes vom 12. Januar 1989 über die Brüsseler Institutionen, Artikel 42;

Unter Berücksichtigung des Gesetz über institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft vom 31. Dezember 1983, geändert durch die Gesetze vom 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014, Artikel 55bis;

In der Erwägung, dass die Europäische Union auf der Grundlage der Aufbau- und Resilienzfazilität den Mitgliedstaaten eine nicht rückzahlbare finanzielle Unterstützung in Form von Finanzbeiträgen gewähren kann, damit sie die in ihren Aufbau- und Resilienzpläne festgelegten Etappenziele und Zielwerte für Reformen und Investitionen erreichen;

In der Erwägung, dass der Aufbau- und Resilienzplan Belgiens Investitionsprojekte und Reformen enthält, die in die Zuständigkeit des Föderalstaats, der Flämischen Gemeinschaft, der Flämischen Region, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Französischen Gemeinschaft und der Deutschsprachigen Gemeinschaft fallen;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission Belgien einen Finanzbeitrag zahlt, wenn das Land die im Plan vorgesehenen Etappenziele und Zielwerte in zufriedenstellender Weise erreicht;

In der Erwägung, dass die nicht Erreichung eines Etappenziele oder Zielwerte zur Aussetzung eines Teils einer Zahlungstranche und/oder zur Kürzung des Finanzbeitrags führen kann, der in der Finanzierungsvereinbarung im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität zwischen der Europäischen Kommission und Belgien;

In der Erwägung, dass der maximale Finanzbeitrag für Belgien im Durchführungsbeschluss des Rates der Europäischen Union über die Genehmigung der Bewertung des Aufbau- und Resilienzplans für Belgien festgelegt ist;

In der Erwägung, der Finanzierungsvereinbarung im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität zwischen der Europäischen Kommission und Belgien, durch die Belgien einen Finanzbeitrag zur Verfügung gestellt wird;

In der Erwägung, der unterzeichneten operativen Vereinbarungen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien gemäß Artikel 20 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/241, in denen die Modalitäten und der Zeitplan für die Überwachung und Durchführung sowie die relevanten Indikatoren für die Erreichung der geplanten Etappen und Ziele, die Modalitäten für den Zugang zu Daten und der Zeitplan für die Zahlungsanträge festgelegt sind;

In der Erwägung, des Beschlusses des Konzertierungsausschusses vom 30. April 2021, mit dem der Plan gebilligt und die Zuständigkeiten und die Methodik für die Überwachung des Plans festgelegt wurden;

In der Erwägung, der Beschlüsse der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen vom 25. Juni 2021, mit denen die Geschäftsordnung der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen, der aktualisierte Plan, der Entwurf des Plans für die Auszahlung der nicht rückzahlbaren Finanzbeiträge der Europäischen Union an Belgien, die Aufteilung der Vorfinanzierung in Höhe von 13 % auf die verschiedenen belgischen Teilstaaten und die Beauftragung einer Arbeitsgruppe mit der Ausarbeitung einer Kooperationsvereinbarung zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen über die Nutzung der Aufbau- und Resilienzfazilität genehmigt wurden;

In der Erwägung, dass die Föderale Regierung, vertreten durch den Staatssekretär für Wiederaufbau und strategische Investitionen, zuständig für Wissenschaftspolitik und Stellvertreter des Ministers für

Wirtschaft und Arbeit, die Verantwortung für die Koordinierung und Überwachung der Umsetzung des Plans übernimmt;

In der Erwägung, dass ein politischer Begleitausschuss für den Plan gemäß dem Beschluss des Konzertierungsausschusses vom 23. November 2020 eingerichtet wurde;

In der Erwägung, dass ein interföderaler Ausschuss zur Überwachung des Plans, dessen Sekretariat beim Föderalen Öffentlichen Dienst Strategie und Unterstützung - BOSA angesiedelt ist, gemäß dem Beschluss des Konzertierungsausschusses vom 30. April 2021 eingerichtet wurde, um die Umsetzung der Maßnahmen des Plans auf globaler Ebene zu überwachen, einschließlich der Erreichung der damit verbundenen Etappenziele und Zielwerte;

In der Erwägung, dass der Zweck dieses Kooperationsabkommens darin besteht, die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien zu regeln und ihre Zuständigkeiten im Zusammenhang mit der Verwendung der dem Königreich Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität gewährten finanziellen Unterstützung durch die Vertragsparteien festzulegen und die damit verbundenen Verfahren zu beschreiben;

Die Parteien,

Der Föderalstaat, vertreten durch die Föderalregierung, in der Person des Premierministers, Herrn Alexander De Croo, des Vizepremierminister und Minister für Wirtschaft und Arbeit, Herrn Pierre-Yves Dermagne, des Vizepremierminister und Ministers der Finanzen, Herrn Vincent Van Peteghem, der Staatssekretär für Wiederaufbau und strategische Investitionen, zuständig für Wissenschaftspolitik, dem Minister für Wirtschaft und Arbeit beigeordnet, Thomas Dermine, des Vizepremierminister und der Minister für Justiz und Nordsee, Vincent Van Quickenborne, und die Staatssekretärin für den Haushalt, dem Minister für Justiz und Nordsee beigeordnet, Alexia Bertrand,

Die Flämische Gemeinschaft und die Flämische Region, vertreten durch die Flämische Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der Flämischen Regierung, Herrn Jan Jambon, und des Ministers für Finanzen und Haushalt, Wohnungswesen und unbewegliches Kulturerbe, Herrn Matthias Diependaele,

Die Französische Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Französischen Gemeinschaft, in Person des Ministerpräsidenten der Französischen Gemeinschaft, Herrn Pierre-Yves Jeholet, und des Ministers für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die Chancengleichheit, Herrn Frédéric Daerden,

Die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, in Person des Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft und Ministers für lokale Behörden und Finanzen, Herrn Oliver Paasch,

Die Wallonische Region, vertreten durch die wallonische Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der wallonischen Regierung, Herrn Elio Di Rupo, und des Ministers für Finanzen und Haushalt, Herrn Adrien Dolimont,

Die Region Brüssel-Hauptstadt, vertreten durch die Brüsseler Regierung, in Person des Ministerpräsidenten der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, Herrn Rudi Vervoort, und des Ministers der Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, zuständig für die Finanzen, den Haushalt, den öffentlichen Dienst, die Förderung der Mehrsprachigkeit und das Image von Brüssel, Herrn Sven Gatz,

haben Folgendes vereinbart:

Titel 1 Gegenstand

Artikel 1

Das vorliegende Abkommen regelt die Beziehungen zwischen den Vertragsparteien und ihre Zuständigkeiten im Zusammenhang mit der Verwendung der dem Königreich Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität gewährten finanziellen Unterstützung und beschreibt die damit verbundenen Verfahren.

Titel 2 Umsetzung des Plans

Artikel 2

Die Parteien sind für die Umsetzung der Maßnahmen und Teilmaßnahmen des Aufbau- und Resilienzplans, im Folgenden "der Plan" genannt, in ihrem Zuständigkeitsbereich verantwortlich, einschließlich der rechtzeitigen Erreichung der Etappenziele und Zielwerte, die im Plan und im Durchführungsbeschluss des Rates festgelegt und gegebenenfalls in den operativen Vereinbarungen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien gemäß Artikel 20 Absatz 6 der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität näher ausgeführt sind, im Folgenden "operative Vereinbarungen" genannt.

Artikel 3

Bei der Umsetzung der Maßnahmen oder Teilmaßnahmen des Plans, für die sie zuständig sind, ergreifen die Vertragsparteien alle geeigneten Maßnahmen gemäß Artikel 22 Absatz 2 der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 über die Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität, im Folgenden "ARF-Verordnung", um die finanziellen Interessen der Europäischen Union zu schützen und sicherzustellen, dass die Verwendung der Mittel der Aufbau- und Resilienzfazilität im Einklang mit dem geltenden Recht der Europäischen Union und dem nationalen Recht erfolgt, insbesondere in Bezug auf die Verhinderung, Aufdeckung und Korrektur von Betrug, Korruption, Interessenkonflikten und Doppelfinanzierung.

Artikel 4.

Die Vertragsparteien lassen angemessene und unabhängige Prüfungen der Systeme und Vorgänge durchführen, um die für die Zusammenfassung der Prüfungen. Zu diesem Zweck:

1. Benennen Die Parteien eine Prüfbehörde, deren funktionale Unabhängigkeit gewährleistet ist und der genügend Ressourcen zur Erfüllung ihrer Aufgaben zugewiesen werden.
2. Unterhalten die Vertragsparteien ein wirksames System, um sicherzustellen, dass alle für die Zwecke des Prüfpfads erforderlichen Informationen und Unterlagen aufbewahrt werden. Dies impliziert, dass eine effiziente Erhebung und Speicherung von Daten über die Endbegünstigten der Mittel vorgesehen werden muss und dass die Europäische Kommission, das Europäische Amt für Betrugsbekämpfung, der Europäische Rechnungshof und die Europäische Staatsanwaltschaft (falls zutreffend) zu Prüfungs- und Kontrollzwecken Zugang zu Daten über Endbegünstigte, Auftragnehmer, Unterauftragnehmer und wirtschaftliche Eigentümer erhalten müssen.

Titel 3 Zahlungen

Artikel 5.

Die Zahlungsanträge werden vom interföderalen Begleitausschuss des Plans vorbereitet und von der Interministeriellen Konferenz für Wiederaufbau und Strategische Investitionen, im Folgenden "Interministerielle Konferenz" genannt, genehmigt, bevor sie an die Europäische Kommission gesendet werden. Die Parteien bemühen sich, den in den operativen Vereinbarungen festgelegten Zeitplan für Zahlungsanträge einzuhalten.

Artikel 6.

Zur Vorbereitung der Zahlungsanträge übermitteln die Parteien dem Sekretariat des interföderalen Begleitausschusses des Plans für die in ihre Zuständigkeit fallenden Maßnahmen und Teilmaßnahmen des Plans und gemäß dem vom interföderalen Begleitausschuss des Plans festgelegten allgemeinen Verfahrenskalender:

1. Daten über die Umsetzung der Etappenziele und Zielwerte, wie sie im Plan und im Durchführungsbeschluss des Rates festgelegt und gegebenenfalls in den operativen Vereinbarungen

präzisiert wurden, einschließlich der erforderlichen Belege, d. h. einer Deckungsnote für jeden Etappenziele oder jede Zielwerte, sowie der erforderlichen wesentlichen Nachweise, die in den operativen Vereinbarungen präzisiert werden.

2. die kumulierten Gesamtausgaben, die bis zu diesem Zeitpunkt für die Umsetzung jeder Reform und Investition des Plans ausgezahlt wurden, der nach der Methodik der ARF-Verordnung ein positiver Klimamarker als Beitrag zu den Klimaschutzzielen zugewiesen wurde;

3. eine ordnungsgemäß der zuständigen Behörde unterzeichnete Verwaltungserklärung;

4. eine Zusammenfassung der Prüfungen, die der von der Prüfbehörde gemäß Artikel 4 durchgeführt wurden.

Artikel 7.

Der gesamte europäische Finanzbeitrag, der Belgien im Rahmen der Aufbau- und Resilienzfazilität zugewiesen wird, wird auf der Grundlage eines Beschlusses des Konzertierungsausschusses auf die Parteien aufgeteilt.

Artikel 8.

Die interministerielle Konferenz tritt nach jeder Bewertung des belgischen Zahlungsantrags durch die Europäische Kommission zusammen, um über die Verteilung der europäischen Mittel an die Parteien zu beraten.

Artikel 9.

Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass die im Durchführungsbeschluss des Rates festgelegten Etappenziele und Zielwerte zufriedenstellend erreicht wurden, wird die entsprechende Zahlungstranche von der Europäischen Kommission auf ein Bankkonto des Föderalstaates überwiesen.

Der Föderalstaat zahlt dann die Zahlungen an die anderen Parteien entsprechend ihrem jeweiligen Anteil an dem gesamten finanziellen Beitrag Belgiens nach Artikel 7 aus.

Artikel 10.

Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass nur eine Teilmenge der Etappenziele und Zielwerte zufriedenstellend erreicht wurde, und setzt sie einen Teil der Zahlungstranche aus, wird der von der Kommission ausgesetzte Betrag von dem Teil der Zahlung abgezogen, der vom Föderalstaat an die Partei oder Parteien zurückzuzahlen ist, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte zuständig sind.

Wenn der Anteil der von der Europäischen Kommission ausgesetzten Zahlungstranche den relativen Anteil einer Partei übersteigt, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte zuständig ist, wird der Restbetrag im Verhältnis zum Anteil der anderen Stellen, der auf der Grundlage des in Artikel 7 genannten Schlüssels berechnet wird, aufgeteilt.

Artikel 11.

Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass die für eine Aufhebung der Aussetzung erforderlichen Korrekturmaßnahmen ergriffen wurden, wird der zuvor ausgesetzte und an den Föderalstaat gezahlte Anteil der Zahlungstranche zur Bereinigung des Saldos an die Parteien ausgezahlt, deren Anteil gekürzt worden war.

Wurde in dem in Artikel 10 Absatz 2 genannten Fall der Anteil der Parteien, die für die von der Aussetzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte nicht zuständig sind, zur Bereinigung des Saldos gekürzt, so nimmt der Föderalstaat die Auszahlung zuerst an diese Parteien und dann an die Parteien, die für diese Etappenziele und Zielwerte zuständig sind, vor.

Artikel 12.

Stellt die Europäische Kommission nach ihrer Bewertung fest, dass die für eine Aufhebung der Aussetzung erforderlichen Abhilfemaßnahmen nicht ergriffen wurden, und kürzt sie den Gesamtbetrag des Finanzbeitrags Belgiens, so wird der von der Kommission gekürzte Betrag von dem verbleibenden Anteil am maximalen Finanzbeitrag abgezogen, der Belgien von der/den für die von der Kürzung Etappenziele und Zielwerte zuständigen Partei(en) zugewiesen wurde.

Übersteigt der Anteil der von der Europäischen Kommission gekürzten Zahlungstranche den verbleibenden Anteil einer Partei, die für die von der Kürzung betroffenen Etappenziele und Zielwerte zuständig ist, so werden die Modalitäten für die Bereinigung des Restbetrags vom Vermittlungsausschuss festgelegt.

Artikel 13

Beschließt die Europäische Kommission im Falle von Betrug, Korruption, Interessenkonflikten, Doppelfinanzierung oder einer schwerwiegenden Verletzung einer Verpflichtung aus dem Finanzierungsabkommen zwischen der Europäischen Kommission und Belgien, die Unterstützung für Belgien anteilig zu kürzen und alle dem Haushalt der Europäischen Union geschuldeten Beträge einzuziehen, so ergreift/ergreifen die verantwortliche(n) Partei(en) die erforderlichen Maßnahmen, um die Mittel einzuziehen, und überweist/überweisen den geschuldeten Betrag an die Europäische Kommission.

Titel 4 Schlussbestimmungen**Artikel 14.**

Dieses Abkommen wird für die Dauer der Durchführung der Aufbau- & Resilienzfazilität geschlossen.

Artikel 15.

Dieses Abkommen unterliegt belgischem Recht. Eventuelle Streitfälle im Zusammenhang mit dem vorliegenden Abkommen werden vor den in den Artikeln 31 und 31/1 des Ordentlichen Gesetzes zur Reform der Institutionen vom 9. August 1980 bestimmten Konzertierungsausschuss gebracht.

Artikel 16.

Diese Kooperationsvereinbarung tritt an dem Tag in Kraft, an dem der letzte Akt zur Zustimmung im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.

Brüssel, in einer Originalausfertigung, 19 Dezember 2022